

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL,

Rue des Camarinas, N° 148.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. JH. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

EPHÉMERIDES

DU SIÈGE DE MONTEVIDEO

ANNÉE 1843.

— Mai. —

(Suite.)

30. — Le général Rivera informe le gouvernement que dans la nuit du 19, l'armée nationale était venue occuper les hauteurs de l'estance de la Genoveva; que le lendemain l'ennemi lui présenta la bataille, avec sa cavalerie, soutenue par une division d'infanterie et plusieurs pièces d'artillerie; mais que le général en chef de l'armée nationale avait cru devoir l'éviter, en se repliant en bon ordre jusque sur les hauteurs des sources du *Canelon Grande*; que son avant garde fatiguée l'ennemi jour et nuit, et qu'il ne peut trop recommander à la reconnaissance du gouvernement et du peuple oriental les officiers et soldats qui combattent sous ses ordres.

— Juin. —

1er. — La division de cavalerie du brave colonel Fortunato Silva, forte de 800 lanciers, parvient à l'aide d'une manœuvre habile et audacieuse, à pénétrer dans le *Cerro* où il introduit un troupeau de bœufs. Il attaque dans sa marche plusieurs détachements ennemis, leur tue un grand nombre d'hommes et leur enlève 37 prisonniers.

2. — Le général Paz, à la tête de 4,000 hommes, fait une sortie de la place, de trois côtés différents, refoule l'ennemi au-delà de sa ligne de contrevallation, en lui faisant perdre beaucoup de monde, et parvient à planter le drapeau national sur des points que l'ennemi n'avait pas cessé d'occuper depuis le commencement du siège.

Id. — Le colonel Fortunato Silva, dans le rapport qu'il adresse au ministre de la guerre D. Melchor Pacheco y Obes, annonce qu'il a quitté l'armée nationale le 30 mai, à l'entrée de la nuit; que l'ennemi était campé un peu en avant de l'*azotea* (maison en terrasse) d'*Urbana*, vers les sources du *Tala*, et à la hauteur de la petite rivière de *Bejiga*; c'est à dire que les deux armées se trouvaient à cette hauteur, en vue l'une de l'autre, à distance d'une lieue et demie, et que leurs avant-gardes étaient à peine éloignées d'un quart de lieue. Des *guerrillas* peu importantes s'engageaient tous les jours; sans autre résultat que d'entretenir l'ardeur patriotique des soldats orientaux.

Id. — Le commandant de la forteresse du *Cerro*, Don Tomas Rebollo, informe le ministre de la guerre que, conformément aux ordres que ce dernier lui a transmis, il a fait fusiller par derrière, comme traitres à la patrie, et en présence de la garnison, les hommes Juan Eusebio Duarte, Andres Curbelo, Antonio Iglesias et José Perez qui servaient dans l'armée de Rosas, avec le grade de lieutenants.

Le même commandant envoie à la disposition du chef d'Etat Major de la place, les 33 autres prisonniers faits par le colonel Silva, et qui ont été traités avec les égards dus au courage malheureux.

3. — Ce jour, à midi, l'Etat Major de la Légion Française et un grand nombre de soldats se réunissent sur la place de la Matriz, pour rendre les derniers honneurs à leurs camarades tués dans la journée du 2 juin; ces premiers martyrs de l'indépendance orientale, sont le lieutenant Dormoy, le brave Thillay et un caporal des grenadiers du 2me bataillon. M. Andres Lamas, chef politique et M. Busamante, secrétaire du général Rivera, accompagnent le cortège et prononcent sur la tombe de ces braves quelques paroles énergiques, empreintes d'une sensibilité vraie.

(Continuera.)

AGENDA.

CONTENANT UN MILLIER DE FAITS CONCERNANT L'HISTOIRE, LA GÉOGRAPHIE, LA POLITIQUE, LE COMMERCE, LES ARTS, LES SCIENCES, LA LEGISLATION ET LES MŒURS DES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA.

(Suite.)

Les *Juges de Paix* sont élus chaque année par les lieutenants alcaldes réunis en junte, présidée par l'Alcade ordinaire sortant, du chef lieu du département.

Ils doivent réunir les mêmes qualités que les Alcades, pour être élus.

Ils exercent l'office de conciliateurs dans les demandes qui excèdent la somme de 200 piastres, et dans les cas d'injures ou de préjudices graves, susceptibles de conciliation, — et de *Juges* dans les demandes dont l'importance est inférieure à la somme ci-dessus.

Aucune action ou demande ne peut être intentée devant le tribunal de première instance, ni admise par ce dernier, si elle n'est accompagnée d'une expédition authentique de l'acte de conciliation. En cas d'infraction la partie qui a présenté la demande et le juge qui l'a admise sans cette formalité préalable, doivent payer chacun par moitié, les frais du procès (1).

Les jugements de conciliation dans les causes où les juges de paix ne doivent pas connaître en première instance peuvent avoir lieu devant n'importe quel juge de paix de l'endroit où se trouvent les parties intéressées, ou leurs fondés de pouvoirs suffisamment autorisés, bien que ce ne soit point celui du domicile d'aucune d'elles (2).

Les juges de paix ne peuvent être récusés sous aucun prétexte lorsqu'ils procèdent comme conciliateurs; et dans les causes où ils connaissent en première instance, ils ne peuvent l'être que pour des motifs graves et suffisamment justifiés.

Les actes de conciliation et les jugements doivent être inscrits sur des registres séparés.

Les juges de paix ont une petite part de juridiction criminelle, qui consiste à poursuivre et arrêter les auteurs de tout espèce de délits, commis dans leurs districts, et à les envoyer à la disposition des alcades ordinaires de leur département, accompagnés d'un rapport circonstancié sur les faits qui ont motivé l'arrestation.

L'Article 69 du règlement de justice avait établi qu'il ne pourrait y avoir plus de cinq juges de paix, et pas moins de trois dans chaque département; mais un décret du 28 août 1835 a permis d'en nommer sept pour le département de Montevideo. Postérieurement il a été aussi créé six justices de paix dans le département de Paysandu, qui est le plus peuplé, après celui de la capitale.

Les alcades ordinaires et les juges de paix sont autorisés à avoir chacun une ordonnance ou paten de leur choix, qui, dans la campagne remplit les fonctions d'*alguazil* (sergent ou huissier). Ces ordonnances ne peuvent percevoir plus de deux réaux courans pour chaque citation de l'une ou l'autre des parties litigantes (3).

Les *Lieutenants alcades* (et non lieutenants d'alcades), sont des officiers civils placés sous les ordres immédiats des juges de paix et des commissaires de police; mais qui doivent également aider et assister aux juges ordinaires, lorsqu'ils en sont requis, soit pour l'arrestation de quelque personne, soit pour tout autre mesure nécessaire, dans l'intérêt des lois ou de l'ordre public.

Ces officiers sont élus directement, chaque année, par les habitants domiciliés (*vecinos*) de chaque section de la capitale, ou de chaque canton de la campagne, réunis à cet effet en une junte présidée par le lieutenant alcalde sortant, dans le lieu que ce dernier désigne.

Aucun lieutenant alcalde ne peut refuser d'admettre cette fonction, ou y renoncer, qu'en présence du bureau électoral de l'alcade ordinaire, et si ce bureau accepte la démission, il nomme une autre personne.

(1) Article 16 du Règlement V. num. 1° § 12.

(2) Article 1er de la loi additionnelle du Règlement de Justice du 29 mars 1838.

(3) Article 11 de la loi du 24 octobre 1829.

(Continuera.)

NOTES COMMERCIALES.

SUR MONTEVIDEO.

(Suite.)

Procurer à Montevideo les moyens de vaincre l'obstination de son ennemi, sans grèver le trésor de la France et de l'Angleterre, sans entraver le commerce européen, et sans donner à Rosas la possibilité de ravitailler l'armée d'Oribe.

On a vu que l'ouverture des rivières procurait des débouchés directs et nombreux aux denrées étrangères, dans l'*Entre-Rios*, à *Corrientes* et jusque dans le *Paraguay*.

Que ces Etats, indépendans de Buenos Ayres, envoient en échange des masses de produits de leur sol et de leur industrie, qui donnaient une activité extraordinaire à notre navigation marchande.

Que dans ce mouvement d'affaires, la France occupait le premier rang pour l'exportation.

Que la reconnaissance de l'indépendance du *Paraguay* et le maintien de la libre navigation du *PARANAË* et de l'*URUGUAY*, qui ont amené, naturellement, celle des principaux affluens de ces rivières gigantesques, tels que le *Bermejo*, le *Pilcomayo*, le *Rio Negro*, etc., auraient donné une impulsion immense au commerce de toutes les nations et à l'IMMIGRATION EUROPÉENNE. Ces mesures auraient en outre influé d'une manière favorable et décisive sur le caractère, les habits et la législation des peuples de ces contrées, que Rosas a maintenus jusqu'ici dans des idées de méfiance et de jalousie, sinon de haine, contre tout ce qui est étranger, ou vient de l'étranger.

On a vu également que la manière dont se faisait le blocus de Buenos Ayres n'était préjudiciable qu'au trésor de Rosas et ne privait pas les habitants des objets dont ils pouvaient avoir besoin, puisque les bâtimens du cabotage avaient toutes les facilités possibles pour les y introduire en contrebande, et même ouvertement, pourvu que la provenance et la nature n'en fussent pas douteuses.

Mais ce système de blocus avait encore un autre avantage pour le commerce, et une plus grande importance pour la solution de la question de la Plata. Nous voulons parler des relations qui commençaient à s'établir avec les provinces argentines de l'intérieur, par la province de *Santa Fé*, et dont le port du *Rosario*, sur la rive droite du *Parana*, était devenu le point de contact.

Cette province de *Santa Fé*, que Rosas tient sous sa ferule, et qu'il a tellement appauvrie d'hommes et de ressources qu'elle se trouve en ce moment en proie aux déprédations des indiens du *Chaco* sans pouvoir s'en préserver ni se défendre; cette province riveraine, disons-nous, autrefois si florissante et aujourd'hui si misérable, allait devenir un pays d'entrepôt et de transit pour les provinces de *Cordoba*, de *Santiago del Estero*, du *Tucuman*, etc. Elle aurait recueilli bientôt les bénéfices de sa position; et les provinces intérieures, à leur tour, en cessant d'être tributaires du port de Buenos Ayres et victime des exactions de Rosas, auraient trouvé une économie assez considérable dans les frais de transport et le prix de revient des denrées, tant à l'importation qu'à l'exportation, pour les engager à maintenir la libre navigation.

Voilà une partie des avantages que MM. Deffauds et Ouseley avaient obtenus par leur système de blocus, fidèlement exécuté par MM. Loiné et Inglesfield, et complètement approuvé par le comte Walewski.

Hi bien, pourquoi l'a-t-on abandonné? Les circonstances avaient-elles changé lorsque le baron Gros a rompu ses négociations? — Rosas était-il moins obstiné? — Non, la question n'avait pas changé; l'Angleterre, seule, avait battu en retraite, sans pour cela avancer davantage ses affaires. Les motifs qui avaient porté le comte Walewski à maintenir le double blocus, en dépit des excentricités de lord Howden, subsistaient tellement et dans toute leur force, que le baron Gros n'avait pas osé d'abord prendre sur lui d'altérer l'état de choses établi par ses honorables prédécesseurs. On se rappelle en que c'est pour ainsi dire à la veille de son départ et après une conférence fort animée avec MM. Le Predour et Devoize, que le blocus des côtes argentines fut levé, — celui des points occupés par les forces assiégées maintenant, — et le subside de 40,000 piastres accordé au gouvernement oriental.

(Continuera.)

MONTEVIDEO.

2 AOUT 1850.

Le *Courrier des Etats-Unis* de la fin d'avril dernier contient une longue et intéressante correspondance relative aux affaires de la Plata, qui lui a été adressée de Montevideo dans le courant du mois de janvier de cette année. Nous ne la reproduisons pas, par deux raisons : la première, c'est qu'elle remplirait au moins deux numéros de notre petit journal ; la seconde, c'est que les événements qu'elle relate sont entrés déjà dans le domaine des faits accomplis ; c'est presque de l'histoire ancienne. Nous nous bornerons donc à indiquer sommairement les matières qu'elle a traitées, et qui sont : le maintien du subsidé de la France ; la réduction des secours que le consul distribuait aux familles malheureuses ; la dictature à vie de Rosas ; la loi d'Orlèbe sur les patentes ; la triste position des 200 navires étrangers qui se trouvaient à cette époque mouillés sur la rade de Buenos Ayres, sans pouvoir obtenir un frêt de retour ; le message monstre de Rosas, qui a été lu pendant plusieurs jours au son du canon, et qui formait un volume in-4° de 239 ! — Le traité Southern — la première mission de M. Le Predour et les instructions du ministre Bastide ; la promesse faite par l'amiral, à Rosas et à Orlèbe, de retirer le subsidé accordé à Montevideo ; l'affaire du *Jubileo* — les réclamations de Rosas contre le gouvernement de Washington ; de Rosas, qui se dit en bonne et cordiale intelligence avec tout le monde, et qui cependant prouve par l'exposé même de son *Message* qu'il a des difficultés avec l'Angleterre, la France, les Etats-Unis, le Brésil, le Chili et le Paraguay — les grandes écuries que M. Southern, ministre nombrado de S. M. B. a fait bâtir à Buenos Ayres et que Rosas a payées ; les propos que M. de Montrivel, commandant la barque de guerre l'*Astrolabe* aurait tenus ici en plein café ; la réception nocturne de M. Southern (entre 11 heures et minuit) après vingt mois d'attente à la porte de Rosas ; et finalement, l'état de paralysation du marché de Buenos Ayres ; de ce marché que l'on semblait ne pouvoir rassasier, tant il avait faim et soif de marchandises anglaises, au dire du lord Lansdowne.

Le CORREO DE LA TARDE a regaté ses lecteurs de quatre strophes d'une chanson guerrière que les assiégeants ont imprimée et fait circuler dernièrement. Voici la première de ces strophes, qui suffira pour donner une idée de l'esprit de nos bons amis les blancs et de leur génie poétique :

« Que no piense el cobarde extranjero
« Infundir con sus naves pavor,
« Que al valiente oriental no le aterra
« Ni aterrá enemigo cañon. »

UN PEU D'HISTOIRE ANCIENNE.

REPOSE.

MONSIEUR JEAN LOUIS,

Un jour, à l'occasion d'une discussion géologique entre Voltaire et Buffon, le philosophe sceptique émit l'opinion, un peu légère à la vérité, que les coquillages que l'on trouve en grande abondance sur les montagnes les plus élevées du globe, avaient été apportés là par des oiseaux. Le célèbre naturaliste démontra en termes académiques et avec tous les ménagements qu'on se doit entre écrivains de haut style, que notre philosophe n'était qu'un âne... en fait de géologie, bien entendu. Voltaire avait trop d'esprit pour s'en formaliser ; il répondit tout simplement à Buffon qu'il ne voulait pas se brouiller avec lui pour des coquilles.

Avec infiniment moins d'esprit que Voltaire (sans comparaison) nous sommes tenté d'en dire autant à l'égard des ruines de Ninive et des ossements fossiles de Assyriens, sur lesquels, quoique priés (les ossements) nous prononçons de bon cœur un *requiescant in pace* ; et nous croyons que nos lecteurs diront volontiers *amen*.

Cependant, il nous paraît convenable de rétablir ici la vérité des faits.

D'abord, nous n'avons pas du tout entendu attribuer à MM. Botta et Layard l'honneur de la découverte des ruines de Ninive ; — dans notre opinion, que nous maintenons, sans nous croire obligé d'écrire un volume pour la justifier, ces ruines ont été découvertes bien avant eux. — Nous avons dit dans notre numéro du 19 mai : « Cette lettre (celle du médecin paraguayen), nous apprend qu'à la suite de fouilles considérables, on avait découvert dans les ruines de Ninive des monuments et des sculptures d'une grande dimension. »

Ensuite, notre objet principal, dans la réponse du 29 mai, a été de prouver que Ninive, ancienne capitale de l'Assyrie était située sur la rive gauche du Tigre, en face de l'endroit où a été bâtie la ville moderne de Mossoul, — et non point sur les bords de l'Euphrate, comme l'a prétendu le profane Ctesias.

Nous ne sommes pas assez savant pour nous prononcer avec assurance sur le degré d'authenticité de certains livres de la Bible cités à l'appui de notre opinion ; mais nous voyons néanmoins que, apocryphe ou non, celui de TOBIE ne nous a point induit en erreur, — au contraire, — puisque notre laborieux correspondant fait remarquer lui-même la concordance des renseignements d'Hérodote et des écrivains de la Bible, à l'égard de la position topographique de Ninive. L'anecdote de la tentative de vol des trésors de Sardanapale est concluante, et elle nous suffirait si nous ne trouvions une preuve plus sérieuse dans la fin tragique de ce roi fastueux des Assyriens.

Le village de Nounia est donc bien réellement situé sur les ruines de Ninive, comme nous l'avons dit, d'après le géographe Balbi (édition de 1835). — Voilà le fait.

Quant à la retraite des dix mille, nous aimons pavillon, et nous déclarons en toute humilité de conscience que nous avons été pour le moins aussi léger que Voltaire quand il prétendait que les coquilles fossiles avaient été transportées sur les hautes montagnes par des oiseaux à gros bec. Nous n'avons pas sous les yeux l'*Anabase* de Xenophon ; et notre mémoire a été complètement infidèle.

Cependant, si le fait avancé est évidemment erroné, nous pouvons dire à notre décharge qu'il est certain que Cléarque, l'infortuné général des Grecs, n'avait pas eu d'abord l'intention de passer le Tigre, parce que, positivement, ses moyens matériels ne le lui permettaient pas. Nous n'en voulons pour preuve que ce passage de son discours à ses soldats, après la bataille de Cunaxa :

« Amis, j'ai sacrifié pour savoir si je marcherais contre le roi (Artaxercès) ; les entrailles de la victime n'ont point été favorables : cela devait être ; car, à ce que j'apprends, le TIGRE, qui est entre nous et le roi ne se passe qu'en bateaux, ET NOUS N'EN AVONS POINT. Rester ici, cela est impossible, puisque les vivres nous manquent ; mais d'heureux augures nous invitent à rejoindre les amis de Cyrus, etc. » (1)

Les amis de Cyrus étaient ce que les Grecs appelaient les Barbares commandés par Ariée.

Cléarque et Ariée s'étant en effet réunis, adoptèrent un plan de retraite qui, selon toutes les apparences, était celui que nous avons indiqué dans notre réponse du 29 mai ; mais Ariée ayant trahi les Grecs, et ceux-ci étant tombés dans le piège que leur tendit Tissapherne, (le perfide tienne-t-on d'Artaxercès), ils se décidèrent, quoi qu'il leur coûtât, à passer le Tigre sur un pont de trente sept bateaux (2).

Ce pont, ce n'est pas eux qui l'avaient construit ; c'était un pont permanent ; parce que, à cette époque, ce côté de la Mésopotamie était extrêmement peuplé, selon le témoignage même de Xenophon, et Cléarque avait jugé qu'en opérant sa retraite par la rive droite du Tigre il trouverait bien plus de ressources pour son armée qu'en retournant par la route qu'il avait suivie en venant, c'est à dire par la rive gauche de l'Euphrate.

L'absence du matériel nécessaire pour construire des radeaux ou des bateaux, eut rendu le passage de ce dernier fleuve fort difficile, même pour Cyrus, qui était mieux approvisionné, si une sorte de miracle n'était venu en aide au roi de Lybie et de ses intrépides auxiliaires. Voyez plus tôt ce qu'en dit le judicieux Xenophon :

« Bien ôté il traversa le fleuve à gué, et fut suivi des troupes, qui n'eurent de l'eau que jusque sous les bras. Les habitants de Thapsaque prétendaient que l'Euphrate n'avait jamais été guéable qu'alors, et qu'on ne pouvait le traverser sans bateaux ; Abrocomas qui l'avait gagné de vitesse, les avait brûlés pour empêcher le passage du prince. On regarde cet événement comme un miracle ; il parut évident que le fleuve s'était abaissé devant Cyrus, comme devant son roi futur. » (3)

Il demeure donc bien établi que si les dix mille Grecs, sous la conduite de Xenophon et de Chirisophe, suivirent dans leur retraite une autre route que celle qui leur avait d'abord été tracée par Cléarque, leur premier général, c'est que ce dernier se laissa séduire par les belles paroles de l'infâme Tissapherne, qui en même temps leur facilita le passage du Tigre, sans cela ils n'auraient pu franchir ce fleuve que vers ses sources, ce qu'ils n'ont même pas fait, puisqu'ils l'ont tourné. L'idée ingénieuse de retraverser le Tigre sur un radeau formé avec des outres, et suggérée par un Rhodien, n'a même pas été jugée praticable par les généraux et les lochages grecs.

(1) *Anabase*, livre II Chap. II.

(2) Idem, livre II Chap. IV.

(3) Idem, livre I Chap. IV.

C'est alors qu'ils ont pris le chemin des Carduques et du Paradis Terrestre, qui a été pour eux un véritable Enfer jusqu'à leur arrivée à Trebizonde.

Voilà les circonstances atténuantes de notre délit contre l'histoire ancienne, un peu embrouillée, comme on le voit, puisque nos maîtres eux-mêmes ne s'entendent guère, ni sur les dates, ni sur les lieux, ni sur les itinéraires.

Un dernier mot nous reste à dire sur le fils du Paraguay, que la Fortune semble avoir pris en amitié.

En lui donnant, par anticipation, le titre de *savant*, nous avons voulu honorer à la fois le pays américain qui a le bon esprit d'envoyer en Europe ses enfants les plus intelligents, pour y compléter ou perfectionner leur éducation, et le jeune homme studieux et instruit qui a su si bien mettre à profit la circonstance heureuse qui l'a conduit dans la région du monde la plus riche en souvenirs historiques. Il nous paraît impossible qu'un médecin, assez distingué pour avoir mérité la faveur d'être attaché à la mission anglo-russe qui est chargée de régler les limites de la Perse et de la Turquie, ne tire pas de ce magnifique voyage tout les fruits qu'il peut produire sur une intelligence d'élite.

Nous maintenons donc le titre de *savant* que nous avons donné au fils du Paraguay, aujourd'hui transplanté sur les bords de l'Euphrate ou du Golfe Persique, parce que, soit en médecine, soit en histoire, soit en ethnographie, soit en archéologie, notre jeune Paraguayen justifiera probablement un jour — dans son pays — la bonne opinion que nous avons conçue de ses facultés intellectuelles.

Résumons nous, pour éviter toute équivoque :

1° Nous croyons la l'authenticité des livres de la Bible, comme à la science de l'Académie.

2° NINIVE, ancienne capitale de l'Assyrie, était située sur les bords du Tigre, dans l'endroit même où l'on a établi le village de Nounia, en face de Mossoul (la patrie de la mou-seline).

3° Dans notre opinion, MM. Botta et Layard n'ont pas découvert les ruines de Ninive, parce qu'elles l'étaient depuis longtemps, d'après MM. les académiciens français, auxquels nous nous en rapportons complètement ; mais ils ont fouillé dans ces ruines et ils en ont exhumé des monuments plus ou moins assyriens.

4° La position géographique de Ninive, étant déterminée, il importe peu que Xenophon n'en ait pas fait mention dans son *Anabase*. Il avait probablement autre chose de plus pressé à faire que de fouiller dans le tombeau de la ville maudite.

5° Si notre Paraguayen n'est pas encore un *savant* de la force de M. Haefr, il est au moins en voie de le devenir, et nous ne doutons pas qu'il n'acquiesse bientôt par l'exercice une connaissance assez approfondie du caractère cuneiforme et du poinçon pour nous éclairer complètement sur cette importante question.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

A. I.

NOUVELLES DIVERSES.

Philadelphie et le Havre.

L'importance des rapports commerciaux qui existent déjà entre le Havre et Philadelphie, a fait sentir la nécessité d'une communication régulière et directe entre ces deux ports. Les Philadelphiens ont pris l'initiative, et une ligne de paquebots va être établie entre la métropole de la Pensylvanie et la France. Un beau bâtiment de 800 tonneaux le *William Sturgis*, sera le premier de la ligne ; il est achevé déjà et l'on annonce qu'il partira pour son premier voyage dans le commencement du mois prochain. Nous applaudissons sincèrement à cette entreprise comme à toutes celles qui peuvent contribuer au développement des relations entre les deux pays qui nous sont chers.

D'après les renseignements positifs que nous avons eu le soin de prendre dans plusieurs directions, nous venons annoncer d'une manière officielle que le beau vaisseau le 24 février, de 90 canons, construit à Toulon, et non à Brest, comme l'ont toujours annoncé par erreur les journaux de Paris, sur les plans de M. Dupuy de Lorme, ingénieur de la marine, sera lancé le jeudi 16 mai entre 10 heures à 10 2/1 h du matin.

Ce vaisseau mixte en construction sur les chantiers de Mourillon, recevra une machine à vapeur de 960 chevaux.

La France aura ainsi fait la plus grande expérience sur les vaisseaux mixtes, ce qui avancera, sans aucun doute, les connaissances relatives à ce nouveau genre de navigation.

(Le Toulonnais)

Les nouvelles de Haïti, reçues par voie des Etats-Unis vont jusqu'au 26 mars pour Port-au-Prince, et au 21 pour le cap Haïtien ; elles ne font aucune mention d'un différend entre le consul américain et l'empereur Souleï.

que, dont il a été question dans plusieurs journaux des Etats-Unis; on peut donc considérer ce bruit comme entièrement dénué de fondement.

La seule chose de quelque intérêt que nous trouvions dans les journaux de Port-au-Prince, est une ordonnance en date du 7 mars, qui déclare "france de droits de douane à l'importation: les bœufs, chevaux, mulets, ânes cochons, et cabris."

L'empereur Soulouque semble, d'ailleurs, persister, aussi fermement que jamais, dans ses projets contre la partie espagnole de l'île. Tout récemment, il a fait acheter deux bricks, l'un suédois, l'autre danois, pour les convertir en bâtiments de guerre.

(L'Echo de la Marine)

Il résulte de lettres de Philadelphie reçues à New-York, que la composition d'une commission spéciale indiquait la prochaine admission de la Californie et la formation d'un gouvernement territorial pour le nouveau Mexique, sans restriction quant à l'esclavage.

M. le lieutenant-colonel Simonet-Kosciusko, du 11^e léger qui commandait le bataillon dont une partie a été engloutie dans la Maine, vient, par deux arêtes successifs, d'être promu au grade de colonel, et d'être chargé en cette qualité, du commandement de la place de Brest.



MARINE.



ENTREE DU 31 JUILLET.

Buenos Ayres, barque française Anna, en destination du Havre.

Buenos Ayres, brick goelette de guerre brésilien Eolo.

Mouillé hors du port.

Marseille, brick oriental Tigre, à Duplessis.

Prêts à partir.
Pernambuco et ports du sud brik belge Ros-sol.

Saint Thomas barque française George.
Rio de Janeiro brig anglais Tyro
Bahia bergantin anglais Jane Jessie
Idem sumaque sarde Luigia.
Californie brick russe Maria

Avis Divers.

CHARCUTERIE FRANÇAISE

ET
ORIENTALE.

Le sieur Hebert Celestin, propriétaire de la Charcuterie située en face de l'hôpital français, a l'honneur de faire savoir aux amateurs de la bonne chère et du bon goût, que depuis dimanche passé, on trouve dans son Etablissement tous les articles ayant rapport à son état, et susceptibles de flatter les gastronomes les plus délicats.

On trouvera également deux fois par semaine, le dimanche et le jeudi, des gras doubles à la Lyonnaise, des tripes à la mode de Caen, qu'on pourra manger dans l'Etablissement ou faire porter à domicile.

Le tout à des prix en rapport avec les circonstances.

La personne qui a

trouvé un numéro du "Conseiller du Peuple, par l'amantine" avec six ou sept feuilles manuscrites, perdus dans l'après-midi d'hier depuis l'imprimerie "Uruguayana" jusqu'à la rue de Colon, est priée de vouloir bien les remettre à ladite imprimerie, où elle recevra une gratification.

SAUCISSONS D'ARLES ET DE BOULOGNE.

En vente dans le magasin de comestibles de M. Auguste Despouys, rue des Missions n. 128.

Avis.

L'imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS est actuellement, rue de las Camaras, N° 148 au premier.

AVIS

Aux Dames,

On vend des bouquets en plume d'oiseaux à bon marché, dans la rue de las Camaras, à la Platerie à côté de l'ancienne Pharmacie connue de l'Anglais, 103.

NOURRICE

Une jeune femme, saine et robuste demandant, un nourrisson pour nourrir chez elle rue de la Florida N° 57 en face de la maison de M. Reçatée. A la Buena Vista.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINC MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journellement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leurs patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agréablement situés; on assure les personnes qui les louent, de soins assidus.

maison à louer,

Ayant 4 grandes pièces, une grande cour, cuisine etc, à un prix très modéré, cette maison est très aérée et très sèche. S'adresser à l'imprimerie du Patriote, rue Perez, Castellanos N° 162.

C'est qu'aussi le ministre de la guerre commença par exercer ses rigueurs sur sa propre famille.

L'armée ennemie approchant de Montevideo, une ambulance manquait encore aux futurs blessés des combats à venir. Le colonel Pacheco y Obes, rendant visite à sa famille qui avait fui la campagne pour se réfugier dans la ville, s'aperçut que cette famille occupait un édifice propre à devenir un hôpital; aussitôt il appelle ses sœurs et leur annonce qu'il faut quitter la maison.

— Mais votre mère malade sera sans aide !

— Il est impossible qu'une porte ne s'ouvre pas dans Montevideo pour donner hospitalité à la mère du ministre de la guerre.

En effet, une maison s'ouvrit qui recueillit la mère malade et les deux sœurs fugitives, et l'armée assiégée a un hôpital.

Deux jeunes gens, deux enfants cousins germains du ministre, et un de ses meilleurs amis, coustant dans leurs rapports de parenté et d'amitié, n'obéissent point au décret; le ministre de la guerre les fait prendre dans leur maison et conduire à l'armée.

La famille du général Rivera, président de la république orientale, s'était, malgré la loi, réservé deux esclaves. Il lui semblait qu'à l'abri du puissant patronage qui la protégeait, nul ne pouvait l'atteindre. Le colonel Pacheco y Obes se transporta lui-même chez le général Rivera, et les deux esclaves affranchis furent convertis en soldats.

Don Luis Baena, un des premiers négociants de la ville, est surpris en correspondance avec l'ennemi, et, selon la loi, a encouru la peine de mort; le tribunal militaire le condamne en effet à être fusillé. Alors les négociants étrangers se réunissent pour demander la grâce de Baena, et comme ils connaissent la pauvreté du trésor public, ils offrent une rançon de 300,000 francs destinée à habiller l'armée; les autres membres du gouvernement penchaient pour la clémence, seul, le colonel Pacheco resta ferme, réclamant l'application de la loi.

— Si la vie d'un homme pouvait être rachetée avec de l'argent, dit-il, le trésor, si pauvre qu'il soit, rachèterait la vie de Baena; mais la vie d'un traître ne se rachète pas.

Et Baena est fusillé.

C'était le côté moral de la défense, si l'on peut s'exprimer ainsi, mais le côté physique marchait en même temps.

Montevideo ne possédait qu'un ligne de fortifications à peine ébauchées, sur l'étendue de laquelle on n'avait que cinq canons à mettre en batterie. Des vieilles pièces d'artillerie jugées hors de service, servaient de boîtes dans les rues; on le déracina, on improvisa des affûts, on fit fondre des

« Capitaines : Juan de Dios Ponce, José Salas, Pedro Araujo, Isidoro Ponce, Pedro Barros;

« Ajudants : Damaso Sarmiento, Eugenio Novillo, Francisco Quinteros, Daniel Rodriguez;

« Lieutenant : Domingo Diaz.

« Signé M. MAZA. »

Puisque nous en sommes à Maza, continuons, puis nous reviendrons à Rosas.

« Catamarca, 4 novembre 1841.

« Je vous ai annoncé déjà que nous avions mis ici en déroute complète le sauvage unitaire Cubas, qui était poursuivi, et que nous aurions bientôt la tête du bandit. Il a été pris, en effet, au Cerro de Ambato. Il a été pris dans son lit même. En conséquence, la tête dudit brigand Cubas est exposée sur la place publique de cette ville.

« Après l'action. On a pris dix-neuf officiers qui suivaient Cubas. Je n'ai pas fait de quartier; le triomphe a été complet et pas un n'a échappé.

« Signé M. MAZA. »

Glanons en passant dans le Boletín de Mendoza n° 12, cette lettre écrite du champ de bataille d'Arroyo Grande et adressée au gouverneur Aldao par le colonel D. Gerónimo Costa.

« Nous avons pris plus de cent cinquante chefs et officiers, qui furent exécutés à l'instant. »

J'ai promis de revenir à Rosas; il faut que je tienne parole.

Le colonel Zelallarán est tué. On apporte sa tête à Rosas. Rosas passe trois ou quatre heures à rouler cette tête du pied, puis à cracher dessus. Alors il apprend qu'un autre colonel, frère d'armes de celui-ci, est prisonnier. Son premier mouvement est de le faire fusiller, mais il se ravise. Au lieu de la mort, il le condamne à la torture. Le prisonnier, pendant trois jours, restera douze heures par jour les yeux fixés sur cette tête coupée et posée sur une table.

En 1833, Rosas faisait fusiller au milieu de la place San Nicolas, une portion de prisonniers de l'armée du général Paz. Au milieu des prisonniers se trouvait le colonel Videla, ancien gouverneur de Saint Louis. Au moment du supplice, le fils du condamné se jette dans ses bras. Séparez-les, dit Rosas. Mais l'enfant se cramponne à son père. Alors fusillez-les tous deux dit Rosas. Et le père et l'enfant tombent frappés dans les bras l'un de l'autre.

Gratis.

1^{re} Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2^{re} Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3^{re} Dito dito le soldat laboureur.

4^{re} Dito dito Renaissance.

5^{re} Une belle lampe modérateur.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur.

A un exemplaire de la Revolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT :

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prevenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire un choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Ituzaingo, n° 142.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Choucroute

Première qualité à 4 vintins la livre chez Mr Bonhomme, à l'enseigne du Trocadero, sur la place au commencement de la rue des 33 drès du mole.

Guill.^{me} Darrouzain

Médecin français, membre de l'Institut Homœopathique de Paris, un des plus anciens homœopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cette empire depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après-midi; rue de Buenos Ayres, n° 182, au premier. Il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc.

AVIS.

Le soussigné à l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1^{er} Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigués, et surtout de la modicité du prix, en regard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve.

S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

POYFOURCAT.

LE VIT

BOTTIER FRANÇAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui l'honoreront de leur confiance auront lieu d'en être satisfait — Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

M. Delauney, professeur de danse,

a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se compromet en six leçons particulières de mettre au courant pour n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.

CHANGEMENT DE DOMICILE

Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrive de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procèdes, marques, bleu, &c. &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, listères et autres de nouvelle invention: il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il ya de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marche principal, près les arcades de la dassive.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue de las Camaras, n° 148.

46

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

En 1832, Rosas fit conduire sur une place de Buenos Ayres quatre-vingts Indiens prisonniers, et, au milieu du jour, sur cette place, à la vue de tous, il les fit égorger à coups de baïonnette.

Camila O'Gorman, jeune fille de 18 ans, d'une des premières familles de Buenos Ayres est séduite par un prêtre de 24 ans. Ils quittent tous deux Buenos Ayres et se réfugient dans un petit village de Corrientes, dans lequel, se disant mariés, ils ouvrent une espèce d'école. Corrientes tombe au pouvoir de Rosas: reconnu par un prêtre et dénoncé par lui à Rosas, le fugitif et sa compagne sont ramenés tous deux à Buenos Ayres, où, sans jugement, Rosas ordonne qu'ils soient fusillés.

—Mais, fait-on observer à Rosas, Camila O'Gorman est enceinte de huit mois.

—Baptisez le ventre, dit Rosas, — qui veut sauver l'âme de l'enfant. Le ventre baptisé, Camila O'Gorman est fusillée.

Trois balles traversent les bras de la malheureuse mère, que, par un mouvement instinctif, elle avait étendus pour protéger son enfant.

Maintenant, comment se fait-il que la France se fasse des ennemis comme Garibaldi, se fasse des amis comme Rosas?

C'est que les amis et les ennemis de la France lui sont imposés par l'Angleterre.

CHAPITRE QUATRIEME.

Revenons à Montevideo, dont nous ont éloigné un moment Achille et Thersite.

Le 3 février 1842, comme nous l'avons dit, il n'y avait ni argent, ni magasin de vivres, ni dépôt, ni matériel de guerre.

Ce jour là, le ministre de la guerre demandait au ministre des finances quelles étaient les ressources sur lesquelles on pouvait compter pour organiser le service; et le ministre des finances répondait à son collègue qu'en faisant de grands efforts, on pouvait tenir vingt jours.

—Combien de temps ont tenu les Espagnols pendant le premier siège? demanda le ministre de la guerre.

—Vingt-trois mois, répondit le ministre des finances; mais il n'y avait point de comparaison possible dans la situation, celle des Espagnols était infiniment meilleure.

—Si les Espagnols ont tenu vingt-trois mois, dit Pacheco y Obea, nous en tiendrons bien vingt-quatre, car il serait honteux que ce que des étrangers ont fait pour défendre la tyrannie, nous ne le fissions pas, nous, pour défendre la liberté.

Montevideo tient depuis sept ans!

Il est vrai que le premier décret du ministre de la guerre fut celui-ci:

« La patrie est en danger!

« Le sang et l'or des citoyens appartiennent à la patrie.

« Celui qui refusera à la patrie son or ou son sang sera puni de mort.»

Malgré toute la résistance que les douces habitudes de Montevideo opposèrent à la réalisation de ce décret, malgré les cris élevés par les intérêts individuels, tous les citoyens, tous sans exception, finirent par contribuer de leur sang et de leur or.